



## L'ICOSI entame une coopération avec le Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des Pêches maritimes du Maroc

Suite à un contact noué en Septembre 2008 entre Arnaud BREUIL, Directeur de l'ICOSI, et Abdellah ELASRI, Chef du Service vulgarisation du Département de la Pêche maritime du Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et des pêches maritimes du Royaume du Maroc, une collaboration a été entamée entre les deux structures.

La filière de la pêche maritime artisanale revêt une importance considérable au Maroc, tant au niveau national qu'international. Néanmoins, elle souffre de nombreux handicaps qui freinent son développement et nécessite la mise en œuvre de stratégies adéquates par le Ministère de l'Agriculture et des Pêches maritimes pour favoriser son expansion. Pour être renforcées, ces stratégies doivent être envisagées dans une dimension régionale.

**Dans cet objectif, le Ministère marocain organisera, les 12 et 13 novembre 2009 à Tanger, la rencontre euro-méditerranéenne des coopératives de pêche.**

**Cette manifestation importante concernera les pays du pourtour méditerranéen et aura pour objectif de créer un réseau euro-méditerranéen des coopératives de pêche. Ces dernières doivent devenir un réel levier de développement socio-économique de la Région.**

Plus précisément, cette rencontre s'attachera à :

- \* Créer un espace de concertation et d'échange d'expérience, du savoir faire entre les pays membres de la Région;
- \* Rendre les coopératives marocaines de pêche plus compétitives et rentables pour ses adhérents;
- \* Adopter des méthodes avancées d'organisation structurelle et de gestion des pays ayant une expérience réussie en la matière, aux coopératives nationales;
- \* Créer des alliances pour faciliter le transfert d'expertise entre les pays de la Région;
- \* Promouvoir les unions régionales et les rendre plus efficaces.

Depuis le début de l'année, l'ICOSI apporte donc son soutien au Ministère de l'Agriculture et des Pêches maritimes pour l'organisation de cette manifestation.

Dans ce cadre, l'ICOSI prépare une mission de travail d'une délégation de représentants marocains en France, prévue la semaine du 17 au 21 février 2009.

## Clôture du Projet européen ECLAS Publication d'une étude comparative : « Pratiques innovantes en matière d'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap. Royaume-Uni, Pays-Bas et France »

L'ICOSI a participé depuis son lancement en 2005 au projet européen ECLAS : Evaluation des Compétences et des Logiques d'Acquisition des Savoirs.

Initié et coordonné par le Centre de la Gabrielle, œuvre sociale de la MFP, ce projet visait à mettre en avant et à développer les compétences des personnes en situation de handicap, et notamment de handicap mental, mais également de leurs parents et des professionnels du secteur social et médico-social.

L'ICOSI a travaillé pendant 3 ans sur la dimension transnationale du projet, avec, en toile de fond, la thématique de l'accompagnement vers l'emploi des personnes en situation de handicap mental, et l'objectif, à terme, de pouvoir capitaliser des acquis, de transférer et de généraliser des bonnes pratiques et de mettre en perspective nos pratiques nationales par rapport à celles observées.

Ce sont les travaux de recherche menés dans le cadre de cet axe de travail qui sont présentés dans ce guide.

Ce document se structure en deux parties qui résultent, pour chacune d'elles, d'un travail d'observation, de compilation de données techniques et théoriques ainsi que des données recueillies sur place en matière d'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap et de l'environnement institutionnel qui l'encadre.

Nous tenons à votre disposition des exemplaires de ce document en français et en anglais.

Si vous souhaitez le diffuser à vos réseaux respectifs n'hésitez pas à nous en faire la demande au secrétariat de l'ICOSI.

### Secrétariat de l'ICOSI :

74 rue Villebois Mareuil - 92230 Gennevilliers

Tél : 01 41 85 49 20

Fax : 01 41 85 49 49

E-mail : [info@icosi.org](mailto:info@icosi.org)

Site web : [www.icosi.org](http://www.icosi.org)



Fiche-Opération

N°06 - Février 2009



## Compte rendu du Conseil d'Administration du Comité PECO (lundi 26 janvier 2009, Paris)

Le Comité pour les Partenariats avec l'Europe Continentale (Comité PECO) a tenu son premier Conseil d'Administration de l'année 2009 le lundi 26 janvier. Arnaud BREUIL était présent lors de cette réunion pour représenter l'ICOSI.

Le Comité PECO, plate-forme réunissant plus d'une trentaine d'ONG françaises, a pour objet d'animer, de coordonner les actions et les stratégies des ONG/OSI françaises intervenant en Europe Centrale et Orientale.

Le Conseil d'administration a été l'occasion de présenter et programmer les futures activités du Comité.

**L'un des projets majeurs du Comité ces mois-ci portera sur la Russie où des contacts ont été noués avec le Comité de la Politique sociale du Gouvernement de Saint-Petersbourg.**

**Deux thématiques de travail sont alors envisagées : le soutien social et médical des personnes âgées et la formation d'enfants en situation de handicap mental.**

Afin de travailler sur ces thèmes et d'établir une coopération entre les différentes entités du Comité PECO, une représentation devrait se déplacer à Saint-Petersbourg. Cette rencontre entre responsables d'organisations pourrait

ensuite donner lieu à la mise en place d'un programme commun.

Cette mission exploratoire, à laquelle l'ICOSI s'associera pleinement, pourrait se tenir à la fin mars et être composée de 4 ou 5 représentants de structures membres.

Le Président du Comité PECO, Roland BIACHE, a également rappelé qu'il convient de rester vigilant aux changements induits par la réforme actuelle du système de coopération français.

Le soutien des plateformes devrait désormais être pris en charge par l'AFD, mais des négociations auxquelles le Comité souhaite prendre part sont en cours.

Cette année 2009 pourrait donc marquer un tournant pour le Comité PECO et pour ses membres, qui ont tous souhaité que 2009 soit l'année test pour impulser de nouvelles actions.

### Information :

**Comité PECO c/o Solidarité Laïque  
Gwendoline RICHEZ, Chargée de mission**

22, rue Corvisart - 75013 Paris

Tél : 01 45 35 13 13

E-mail : [comitepeco@solidarite-laique.asso.fr](mailto:comitepeco@solidarite-laique.asso.fr)



INSTITUT DE COOPÉRATION SOCIALE INTERNATIONALE  
INSTITUTE OF INTERNATIONAL SOCIAL COOPERATION  
ИНСТИТУТ МЕЖДУНАРОДНОЙ СОЦИАЛЬНОЙ КООПЕРАЦИИ  
国际 社会 合作 所

74, rue Villebois Mareuil - 92230 Gennevilliers (France)  
Téléphone : (33) 1 41 85 49 20 - Fax : (33) 1 41 85 49 49  
E-mail : [info@icosi.org](mailto:info@icosi.org) - Site Internet : [www.icosi.org](http://www.icosi.org)

## Opération « Oser maintenant : 100 entrepreneurs sociaux s'engagent » Un événement, un livre blanc, une démarche pour développer l'entrepreneuriat social

La date du 4 février 2009 marque le départ d'une vaste opération visant à faire changer d'échelle l'entrepreneuriat social. Il s'agissait de réunir une centaine d'entrepreneurs sociaux, de tous secteurs et de tous territoires, au Salon des Entrepreneurs de Paris, autour de la publication d'un livre blanc\* pour développer l'entrepreneuriat social et plus largement, autour d'une volonté commune d'agir pour que l'entrepreneuriat social change d'échelle...

Cette initiative part de la conviction que les acteurs décisifs du changement d'échelle de l'entrepreneuriat social sont d'abord les entrepreneurs sociaux eux-mêmes. **Encore faut-il leur donner les moyens et l'opportunité de sortir de l'isolement, d'échanger et développer leurs partenariats, de porter ensemble une parole et une action communes sur le sujet. C'est l'objectif de la démarche.**

Cette initiative est portée par le Codès : Collectif pour développer l'entrepreneuriat social. Le Codès est un groupe de réflexion, créé au printemps 2006, qui rassemble *intuitu personae* une vingtaine de personnes, acteurs reconnus du développement de l'entrepreneuriat social : entrepreneurs sociaux, accompagnateurs, institutionnels, financeurs...

Convaincus du rôle essentiel des entrepreneurs sociaux et de leurs entreprises pour le développement économique des territoires, la création d'emplois, la cohésion sociale et la

protection de l'environnement, les membres du Codès souhaitent réfléchir et agir ensemble pour en augmenter significativement le nombre et l'impact.

Un site internet dédié continuera de porter et nourrir la dynamique collective. Au fil des échanges et actions, le livre blanc sera amené à évoluer et à s'enrichir. La démarche sera ouverte à tous les entrepreneurs sociaux motivés par s'associer aux travaux et aux actions en faveur de l'entrepreneuriat social.

Etapes à suivre :

- \* Rencontres territoriales entre entrepreneurs sociaux ;
- \* Mise en œuvre des premières initiatives ;
- \* Premier forum national des entrepreneurs sociaux à l'automne ;
- \* 1 000 entrepreneurs sociaux en 2010 au Salon des Entrepreneurs !

**Information :**

**Sites web :**

<http://avise.org/100entrepreneurs sociaux/>  
et [www.avise.org/codes](http://www.avise.org/codes)

-----  
\* Ce livre blanc propose *une vision et un plan d'action pour développer l'entrepreneuriat social (nouvelles alliances, nouveaux outils, nouvelles propositions...)* Il présente également 15 premières initiatives sur lesquelles les uns et les autres peuvent s'engager.

## La crise : une opportunité pour bâtir un modèle économique plus vert et plus social ?

La crise économique et financière actuelle est, d'après la grande majorité des analystes, la plus grave depuis 1929. Elle remet en question les fondements du modèle de développement économique, social et écologique, en vigueur depuis l'après-guerre.

Dans son communiqué du 20 janvier, la Commission européenne a encore revu ses perspectives économiques à la baisse pour 2009 et envisage de manière pessimiste les perspectives à moyen terme.

Le PIB de la zone euro devrait diminuer de 1,9% en 2009, le plus grand déclin toucherait l'Irlande avec une baisse de 5%. En dehors de celle-ci, les pays baltes, Lituanie, Estonie et Lettonie, seraient également sévèrement touchés avec jusqu'à 6,9% de déclin pour la Lettonie.

Ces évolutions auront des conséquences directes pour les citoyens. En particulier, la frilosité croissante des banques à prêter de l'argent, alliée à une contraction de la consommation ( un recul des ventes de voitures neuves en Europe de 20% est prévu en 2009, pour citer un exemple flagrant) risquent d'avoir d'importantes répercussions sur le marché de l'emploi.

Selon la Commission, le chômage dans la zone euro devrait augmenter de 10,2% d'ici 2010, et atteindrait un sommet de 18,7% en Espagne, l'un des États membres les plus durement touchés par la crise des *subprimes*.

Face à ces effondrements, la nécessaire politique de relance prônée par la Commission ne permet plus la limitation des déficits publics sous le plafond de 3% fixé par le traité de Maastricht et la dette publique s'aggravera dans la quasi totalité des États-membres.

**Néanmoins, cette crise structurelle constitue, selon le *Think Tank* européen *Pour la Solidarité*\* une opportunité de reconstruction des bases d'un modèle économique vert, social et solidaire où les dépenses sociales et environnementales ne seraient plus considérées comme des coûts mais comme des investissements productifs au service de l'intérêt général.**

### Information :

***Think Tank* européen *Pour la Solidarité*  
Lydie GAUDIER**

Rue Coenraets 66, B - 1060 Bruxelles  
Tél : +32 2 535 06 69 - Fax : +32 2 539 13 04  
E-mail : [lydie.gaudier@pouirlasolidarite.eu](mailto:lydie.gaudier@pouirlasolidarite.eu)

-----  
\* *Pour la Solidarité* vous propose de retrouver chaque mois une de ses contributions sur un sujet d'actualité européen dans les fiches de l'ICOSI.

## Le Groupe Chèque Déjeuner, par l'intermédiaire de sa filiale Apologic, rachète la société Adomsys

Apologic, filiale du Groupe Chèque Déjeuner, spécialiste dans l'informatisation des structures de services à la personne, d'aide et de soins à domicile, a racheté la société Adomsys.

Apologic poursuit son développement avec l'acquisition d'une nouvelle société : Adomsys, éditeur de progiciels pour les structures d'aide à domicile et de services à la personne.

Ce rachat, effectué le 20 janvier 2009, permet à Apologic de conforter sa place de leader de l'informatisation des structures liées au domaine des services à la personne. En effet, avec un chiffre d'affaires de 10,4 millions d'euros en 2008, Apologic est un acteur majeur de ce secteur, proposant à ses clients (associations, entreprises et organismes sociaux) tous les outils nécessaires à la gestion informatique de leurs prestations (suivi des plannings, paye et facturation, gestion des intervenants à domicile, télégestion...).

**« Avec cette acquisition, le Groupe Chèque Déjeuner poursuit sa stratégie de croissance externe.**

**Fidèles à nos valeurs, nous renforçons ainsi notre offre à destination des structures de services à la personne, petites et grandes » déclare Jacques LANDRIOT, Président du Groupe Chèque Déjeuner.**

Avec Adomsys, Apologic souhaite étendre son offre et propose en particulier aux structures de services à la personne de petite taille (PME / PMI) un outil unique et simplifié. Une solution logicielle qui offre les principales fonctionnalités nécessaires à une gestion efficace : planification, facturation, paye et comptabilité.

### Information / Contact Presse :

#### Groupe Chèque Déjeuner

Elise NACCARATO, Attachée de Presse

Tél. : 01 41 85 05 63

E-mail : [enaccarato@chequedejeuner.fr](mailto:enaccarato@chequedejeuner.fr)

Site web : [www.groupechequedejeuner.com](http://www.groupechequedejeuner.com)

## Bilan de la première édition nationale du Mois de l'économie sociale et solidaire en France

Malgré son poids économique important (plus de 200 000 entreprises et près de 10% de l'emploi en France), l'économie sociale et solidaire est marquée par un manque global de connaissance par le grand public mais également par ses propres acteurs.

Ces préoccupations d'identité commune et de reconnaissance interne et externe du secteur sont transversales aux actions des Chambres Régionales de l'Économie Sociale et Solidaire sur leur territoire régional.

Ce constat a conduit le Conseil National des CRES à mettre en place un « Mois de l'Économie Sociale et Solidaire en France », reprise du concept créé en 2003 à l'échelle régionale par la CRESS PACA.

Il constitue une vitrine de l'ESS et permet d'accroître sa visibilité auprès des acteurs, des partenaires, des institutions, du grand public à travers notamment :

- \* Des manifestations de toute nature : portes ouvertes, visites d'entreprise, conférences, forums, formations, rendez-vous festifs...

- \* Des manifestations dans tous les secteurs d'activité : services à la personne, culture, sport, insertion, développement durable, entrepreneuriat...

- \* Une médiatisation locale, régionale et nationale.

Cette première édition du Mois de l'économie sociale et solidaire a regroupé près de 950 manifestations dans 21 régions, soit en moyenne 45 manifestations par région.

Ces manifestations ont été proposées par plus de 650 organisateurs.

Sur les 298 manifestations pour lesquelles nous avons, aujourd'hui, un retour sur la fréquentation, nous comptabilisons près de 32 200 participants soit une moyenne de 108 participants par manifestation.

En extrapolant cette fréquentation à l'ensemble des 944 manifestations, nous pouvons estimer le nombre de participants autour de 100 000.

Cet événement a été organisé par le réseau des Chambres régionales de l'économie sociale et solidaire en partenariat avec, Chorum, la MACIF, la MAIF, le Crédit Coopératif, France Active, le Salon de l'emploi responsable, Finansol, l'AEES, l'USGERES, Ressources solidaires, Enercoop... et bien d'autres acteurs régionaux !

**Retrouvez l'intégralité du bilan de cette première édition sur : [www.lemois-ess.org](http://www.lemois-ess.org)**

**Petit-déjeuner de l'AFERP :**  
**« Le nouveau service public de l'emploi, après la fusion  
de l'ANPE et de l'UNEDIC »**  
Mardi 17 février 2009, Paris

Le prochain Petit-déjeuner organisé par l'AFERP (Association Française d'Étude des Relations Professionnelles) se déroulera le mardi 17 février 2009 sur le thème « le nouveau service public de l'emploi, après la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC ».

Le Service de l'Emploi doit être compris au sens large et regroupe tous les organismes qui concourent à la création d'emplois et au retour à l'emploi de demandeurs d'emploi, y compris ceux qui interviennent sur la formation et sur l'insertion. Sur un même territoire, il est courant de trouver une quinzaine d'entités qui ont compétence dans ces domaines.

Il était important de les coordonner et de les animer : c'est la mission des Maisons de l'Emploi.

Il était tout aussi important d'en réduire le nombre ; mais c'est une tâche ardue. C'est ce qui a été fait entre l'UNEDIC qui gère l'assurance chômage et l'ANPE qui assure l'intermédiation, en créant le Pôle Emploi au 1<sup>er</sup> Janvier 2009.

Les métiers de ces deux organismes sont différents, mais ils ont les mêmes clients : les entreprises et les demandeurs d'emploi.

La mise en œuvre du PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi) en 2002 a beaucoup rapproché et intégré les services rendus

aux demandeurs. Cette fusion des deux réseaux est une bonne décision, mais il est dommage que le Pôle Emploi ne soit pas également responsable des modalités de l'assurance chômage, la relation avec le retour à l'emploi étant évidente.

Il y a là matière à interrogations, commentaires et débats...

**Lors de ce petit-déjeuner, c'est Michel BERNARD, Ancien Directeur général de l'ANPE qui interviendra et présentera son expérience sur cette thématique.**

**Cette rencontre se tiendra :**  
de 8h15 à 10h30,  
en Sorbonne, Salle des Commissions (2<sup>ème</sup>  
étage)  
46, rue Saint Jacques - 75005 Paris

*Vous pouvez également d'ores et déjà noter que le rendez-vous suivant se déroulera le mardi 17 mars 2009 sur le thème : « La sécurité et la santé au travail ».*

**Information / inscription :**

**AFERP**  
**Bernard MOURGUES, Coordinateur**  
Université Paris 2 - Assas  
92, rue d'Assas - 75006 Paris  
Tél / Fax : 01 42 37 22 89  
E-mail : [bernard.mourgues@tele2.fr](mailto:bernard.mourgues@tele2.fr)  
Site web : [www.ferp.org](http://www.ferp.org)

## 22<sup>ème</sup> colloque de l'ADDES « Gouvernance et performance : Quelles exigences de l'économie sociale ? » Mardi 10 mars 2009 - Maison de la Chimie, Paris

L'ADDES (Association pour le développement de la documentation en économie sociale), soutenue par la Fondation Crédit Coopératif, a une double vocation : développer la connaissance scientifique de l'économie sociale, notamment quantitative, et agir comme groupe de pression pour que l'économie sociale soit mieux prise en compte dans les programmes universitaires et dans le système statistique. Elle organise chaque année un colloque scientifique.

Le 22<sup>ème</sup> colloque de l'ADDES se tiendra la mardi 10 mars 2009. Philippe KAMINSKI, Président de l'ADDES et Jean-Claude DETILLEUX, Président de la Fondation Crédit Coopératif, invitent les participants à débattre autour de deux grands thèmes : le secteur de la mutualité et le secteur sans but lucratif.

La matinée sera consacrée aux évolutions stratégiques dans le secteur de la mutualité. Quatre interventions alimenteront le débat :

- \* Comment se déclinent les principes mutualistes des deux grandes mutuelles, la MACIF et la MAIF, le point de vue d'un économiste, celui d'un gestionnaire. Par Adrien COURET et Arnaud LACAN.

- \* La gouvernance et le contrôle interne à l'aune de Solvabilité II et les responsabilités des administrateurs de mutuelles. Par Olivier BONED.

- \* L'avenir des mutuelles d'entreprises dans un environnement institutionnel, économique et concurrentiel en pleine mutation. Par Monique KERLEAU.

- \* Intervention de Daniel LENOIR, Directeur Général de la Mutualité Française.

Après la remise des Prix de l'ADDES, des coups de projecteurs sur le secteur sans but lucratif seront proposés :

- \* Intérêt général, utilité publique ou utilité sociale, des formes de reconnaissance de la vie associative. Une approche juridique. Par Colas AMBLARD.

- \* La mesure du bénévolat : une obligation internationale d'intégration pour une vision complète des forces de travail dans le secteur sans but lucratif. Par Edith ARCHAMBAULT et Lionel PROUTEAU.

- \* Les fondations en France, impulsion de la puissance publique, évolutions financières. Par Odile de LAURENS.

- \* Les stratégies de gouvernance dans le secteur des services sociaux en Europe. Par Bernard ENJOLRAS.

- \* L'évolution des ressources des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Par Isabelle BOURGOUIN.

*Pour recevoir une invitation adressez vos coordonnées à : [adde@coopanet.coop](mailto:adde@coopanet.coop)*

### Information / Inscription :

**ADDES**  
Véronique LAROSEE, Secrétaire générale  
BP 211 - 92002 Nanterre Cedex  
Tél : 01 47 24 85 62 - Fax : 01 47 24 89 30  
E-mail : [adde@coopanet.coop](mailto:adde@coopanet.coop)  
Site web : [www.adde.asso.fr](http://www.adde.asso.fr)

